

10^e Assemblée plénière Rapport



San José, Costa Rica
22 – 24 août 2013



Asamblea Legislativa
de la República de Costa Rica
"El poder de legislar reside en el pueblo"



Affaires étrangères, Commerce
et Développement Canada

Foreign Affairs, Trade and
Development Canada



Table des matières

Remerciements	3
1 Introduction	4
2 Inauguration officielle	4
3 Première séance de l'Assemblée plénière	6
3.1 Approbation de la présidence	6
3.2 Approbation et allocution de la présidente	7
3.3 Examen des règles de procédure et approbation de l'ordre du jour	7
3.4 Rapport annuel du président	7
3.5 Résolution du Conseil d'administration	8
3.6 Information sur les élections	8
3.7 Mise en place des groupes de travail	8
3.8 Discours principal : <i>Défis pour la réalisation du droit à l'alimentation dans l'hémisphère</i> – D ^r Ricardo Rapallo	9
4 Deuxième séance de l'Assemblée plénière	10
4.1 Élections et confirmation de la législature nationale qui tiendra la 11 ^e Assemblée plénière	10
4.2 Présentation et analyse des recommandations des groupes de travail	11
<i>Groupe de travail 1 : Le développement des ressources naturelles</i>	12
<i>Groupe de travail 2 : La sécurité alimentaire</i>	12
<i>Réunion organisée par le Groupe de femmes parlementaires : Les droits des femmes en lien avec la sécurité alimentaire</i>	13
4.3 Offre d'accueil de la Rencontre annuelle du Groupe des femmes parlementaires de 2014	13
4.4 Allocution du vice-président de l'Assemblée législative du Costa Rica et clôture officielle de la 10 ^e Assemblée plénière	13
Annexes	
Annexe 1 Liste de participants	15
Annexe 2 Ordre du jour	19
Annexe 3 Rapport annuel du président de ParlAmericas	21
Annexe 4 Résolution adoptée au cours de la 10 ^e Assemblée plénière	24
Annexe 5 Discours principal sur le droit à l'alimentation	26
Annexe 6 Conseil d'administration de ParlAmericas 2013–2014	27
Annexe 7 Groupe de travail 1 : <i>Le développement des ressources naturelles</i>	28
Annexe 8 Groupe de travail 2 : <i>La sécurité alimentaire</i>	31
Annexe 9 Réunion organisée par le Groupe des femmes parlementaires : <i>Les droits des femmes en lien avec la sécurité alimentaire</i>	35

L'utilisation du masculin dans le reste du présent document a pour seul but d'alléger le texte et s'applique sans discrimination aux personnes des deux sexes.



Remerciements

Le Secrétariat international de ParlAmericas tient à remercier sincèrement l'Assemblée législative du Costa Rica. Nous tenons à remercier particulièrement María Jeannette Ruiz Delgado, membre de l'Assemblée législative, le personnel du Service des Relations publiques, de la Presse et du Protocole et la Commission permanente des Affaires étrangères et du Commerce international, de leur collaboration dans l'organisation de la 10^e Assemblée plénière de ParlAmericas.

Nous aimerions également remercier sincèrement les conférenciers-spécialistes et les présidents de leur contribution précieuse dans les séances des groupes de travail.



Délégués de la 10^e Assemblée plénière—Photo officielle

Rédaction du rapport : Lisane Thirsk

Révision : LIM Consulting Associates

Conception et présentation : Christy Hutton Design

Photos : © Assemblée législative du Costa Rica

Tous droits réservés ParlAmericas 2013

Avertissement : Cette publication présente le sommaire des exposés des spécialistes ayant participé à la 10^e Assemblée plénière de ParlAmericas, de même que certaines interventions des parlementaires qui ont assisté à l'événement. Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement l'opinion de ParlAmericas.

1 Introduction

La 10^e Assemblée plénière de ParlAmericas a eu lieu du 22 au 24 août 2013 à San José, au Costa Rica, avec l'appui de l'Assemblée législative du Costa Rica.

Ayant pour thème général le développement économique, cet événement portait sur la sécurité alimentaire, le développement des ressources naturelles et les droits des femmes en lien avec la sécurité alimentaire. Il a réuni 76 parlementaires 24 pays membres des Amériques qui y ont participé à titre de délégués officiels. Y étaient également présents des observateurs représentant des institutions, dont la Banque mondiale et l'Organisation des États américains (OEA). De plus, les participants de l'Assemblée plénière ont profité des interventions des conférenciers-spécialistes provenant de cinq pays des Amériques.

Voir l'Annexe 1 pour consulter la liste de participants.

2 Inauguration officielle

L'inauguration officielle de la 10^e Assemblée plénière a eu lieu au *Salón de Expresidentas de la República* à l'Assemblée législative du Costa Rica.

Allocution de bienvenue de María Jeannette Ruiz Delgado, membre de l'Assemblée législative du Costa Rica

Jeannette Ruiz, membre du Conseil d'administration de ParlAmericas, a souhaité la bienvenue aux délégués et a déclaré que c'était un honneur et un privilège d'accueillir divers parlementaires dans son pays. Elle a indiqué que le Costa Rica était profondément enraciné dans la participation parlementaire et les échanges de l'hémisphère et que ces deux éléments constituaient également les objectifs de la 10^e Assemblée plénière. Les discussions qui ont eu lieu les jours suivants ont renforcé les processus démocratiques et permettent aux parlementaires de mieux servir les citoyens des Amériques.

Avant de terminer son allocution, Jeannette Ruiz a expliqué l'importance d'avoir choisi la salle dans laquelle l'inauguration avait lieu, indiquant ainsi la présence des portraits de tous les anciens présidents de la République du Costa Rica.



*María Jeannette Ruiz Delgado
(Costa Rica)*

Vidéo-message du président de ParlAmericas, Randy Hoback, député du Canada

Randy Hoback a envoyé une vidéo-message à l'Assemblée plénière puisque des raisons de santé l'ont empêché d'y assister. Dans la vidéo, il a exprimé sa profonde reconnaissance aux hôtes et aux organisateurs de la Plénière. Randy Hoback a indiqué que l'Assemblée plénière de cette année constituait une étape importante pour ParlAmericas, car l'organisation a servi pendant plus de dix ans à titre de forum aux parlementaires de tout l'hémisphère, et ce, pour qu'ils s'engagent dans des discussions ouvertes et honnêtes au sujet de questions et de pratiques très importantes pour les Amériques.

Allocution de bienvenue de la présidente par intérim de la Commission permanente des Affaires étrangères et du Commerce international de l'Assemblée législative du Costa Rica, Ileana Brenes Jiménez, membre de l'Assemblée législative du Costa Rica

Ileana Brenes a souhaité la bienvenue à ses collègues parlementaires et aux autres invités à la séance inaugurale de la 10^e Assemblée plénière. Elle a mis en valeur l'importance des sujets qui allaient être abordés.

Elle a fait valoir la grande responsabilité des femmes dans la production des aliments dans le monde entier, et pourtant, elles n'ont pas suffisamment accès à la nourriture, tant physiquement qu'économiquement. Elle a indiqué que les femmes sont affectées par la pauvreté et la sécurité alimentaire de façon disproportionnée, lesquelles sont liées aux ressources environnementales et naturelles.

Ileana Brenes a indiqué qu'à titre de femme et de membre du Congrès, elle espère envisager l'avenir en sachant qu'elle fait tout son possible pour améliorer les conditions de toutes les femmes et de leur famille, s'assurant ainsi que des progrès sont réalisés pour que la société devienne égalitaire et sécuritaire.

Elle a terminé son allocution en souhaitant du succès aux délégués dans les prochains jours.



Ileana Brenes Jiménez (Costa Rica)

Allocution de bienvenue du secrétaire-trésorier de ParlAmericas, Germán Alcides Blanco Álvarez, vice-président de la Chambre des Représentants de la Colombie

Germán Blanco a salué ses collègues spécialistes et parlementaires. Il a raconté comment, il y a 12 ans, un groupe de visionnaires décidait de créer une tribune à l'intention des parlementaires des Amériques en vue de se réunir. Ils avaient entrepris cette démarche avec une double perspective : renforcer les liens collaboratifs entre les parlements de la région et permettre aux parlementaires d'acquérir des connaissances et des compétences pour aborder des questions d'intérêt commun. Le Forum interparlementaire des Amériques (FIPA) allait voir le jour et son nom est maintenant ParlAmericas.

Germán Blanco a indiqué que le nombre de parlementaires inscrits à la 10^e Assemblée plénière était l'un des plus élevés parmi les cinq dernières années. Il a remercié l'Assemblée législative du Costa Rica de son soutien à la réalisation de cet événement.

Allocution de bienvenue de Carlos Ricardo Benavides Jiménez, ministre de la Présidence du Costa Rica

Carlos Benavides a souhaité la bienvenue aux délégués au nom du gouvernement et des citoyens du Costa Rica. Il a parlé des préoccupations communes concernant les problèmes urgents—tels que l'insécurité, la pauvreté, l'épuisement des ressources et les changements climatiques—à aborder à l'Assemblée plénière et des possibilités d'inverser les progrès pour se diriger vers le développement social. Il a insisté sur les défis auxquels font face les femmes des secteurs ruraux de la région et du fossé entre la reconnaissance et la garantie de leurs droits. Il souhaite que ces préoccupations et l'engagement à les résoudre orientent la réflexion des participants à la 10^e Assemblée plénière.



Carlos Ricardo Benavides Jiménez (Costa Rica)

Allocution de bienvenue de Luis Fernando Mendoza Jiménez, président de l'Assemblée législative du Costa Rica

Luis Fernando Mendoza a souhaité la bienvenue aux participants et a exprimé sa reconnaissance à Jeannette Ruiz pour son engagement à appuyer les parlementaires réunis au Costa Rica en vue d'échanger et de réfléchir aux problèmes de la région.

Dans ses commentaires, il a indiqué que l'organe législatif était un instrument pour le développement et que les parlements doivent représenter l'expression la plus forte des droits politiques. Il a déclaré qu'en cette période de mondialisation, les législateurs ne doivent pas perdre de vue le bien-être social, lequel doit occuper une place prioritaire dans la quête du développement économique.



Luis Fernando Mendoza Jiménez (Costa Rica)

3 Première séance de l'Assemblée plénière

La première séance de la 10^e Assemblée plénière a eu lieu le jeudi, 22 août 2013.

Allocution de bienvenue du secrétaire-trésorier de ParlAmericas, Germán Alcides Blanco Álvarez, vice-président de la Chambre des Représentants de la Colombie

Germán Blanco a souhaité la bienvenue aux délégués à la première séance de la 10^e Assemblée plénière et les a remerciés de leur présence. Il a indiqué que des parlementaires de 24 pays membres de ParlAmericas sur un nombre de 35 s'étaient inscrits à la Plénière.

Dans son rôle de secrétaire-trésorier de ParlAmericas, il a expliqué qu'il agit au nom de Randy Hoback en raison de l'absence du président.

Germán Blanco a parlé de la grande importance des sujets à couvrir durant la 10^e Assemblée plénière et il a ajouté que les femmes et les hommes étaient invités et encouragés à assister à la rencontre organisée par le Groupe des femmes parlementaires dans le cadre de l'Assemblée plénière.



Germán Alcides Blanco Álvarez (Colombie)

Il a signalé la présence du conférencier principal, le docteur Ricardo Rapallo, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et il a présenté l'ordre du jour du reste de la journée.

3.1 Approbation de la présidence

Germán Blanco a démarré la séance en procédant à l'approbation de la présidence. Comme le stipulent les Règlements de



Ileana Brenes Jiménez (Costa Rica), Pilar Porras Zúñiga (Costa Rica), Marielos Alfaro Murillo (Costa Rica)



ParlAmericas, le représentant du pays d'accueil au Conseil d'administration agit à titre de président de l'Assemblée plénière. Par conséquent, Jeannette Ruiz, membre de l'Assemblée législative du Costa Rica, a été approuvée à titre de présidente sur une motion proposée par Ignacio Urrutia Bonilla, membre de la Chambre des députés du Chili, et appuyée par le sénateur Miguel Saguier du Paraguay.

3.2 Approbation et allocution de la présidente

La présidente Jeannette Ruiz a souhaité la bienvenue aux parlementaires à la première séance de l'Assemblée plénière et dans la ville de San José. Elle a réaffirmé que les citoyens du Costa Rica sont fiers de la contribution de leur pays dans le monde; en effet, le Costa Rica est un pays qui investit d'abord et avant tout dans l'éducation plutôt que dans l'armée. Il peut également se vanter de son système de sécurité sociale valant la peine d'être pris comme modèle; il accorde la priorité à la protection de l'environnement et il proclame que la paix constitue la meilleure voie au développement.



Frank Sauerbaum (Chili), Jorge Burgos (Chili), Ramón Barros (Chili)

3.3 Examen des règles de procédure et approbation de l'ordre du jour

La présidente Jeannette Ruiz a ensuite procédé à l'étape d'approbation des règles

de procédure visant à diriger l'Assemblée plénière. Les règles de procédure ont été adoptées sur une motion proposée par D^{re} Jennifer Simons, présidente de l'Assemblée nationale du Suriname, et appuyée par Stephenson King, représentant parlementaire de Sainte- Lucie.

La présidente a ensuite présenté l'ordre du jour, lequel a été approuvé sur une motion proposée par Jorge Burgos, membre de la Chambre des députés du Chili, et appuyée par Adalgisa Pujols, membre de la Chambre des députés de la République dominicaine.

Voir l'Annexe 2 pour consulter l'ordre du jour de la 10^e Assemblée plénière.

3.4 Rapport annuel du président

Au nom de Randy Hoback, Germán Blanco a présenté le *Rapport annuel du président* à la 10^e Assemblée plénière. Le rapport permettait d'obtenir un aperçu des activités réalisées par ParlAmericas durant la dernière année. Celles-ci comprenaient un atelier intitulé *Les parlements et les industries d'extraction : l'amélioration de la surveillance et l'accroissement de la collaboration*, lequel a eu lieu en février 2013; des activités en collaboration avec l'OEA, y compris un projet visant à renforcer les capacités des législateurs de l'Amérique centrale, du Mexique et de la République dominicaine (le premier d'un ensemble d'ateliers régionaux, *L'activité législative et les nouvelles solutions de rechange à la lutte contre les drogues*,



Cheryl Bazard (Les Bahamas)

lequel s'est tenu à San José le jour précédent); la Rencontre annuelle du Groupe des femmes parlementaires en mai 2013; trois réunions du Conseil d'administration en février, en mai et en août 2013 (la dernière réunion a eu lieu conjointement avec la 10^e Assemblée plénière).

De plus, le rapport expliquait la façon dont ParlAmericas a mené des activités dans d'autres lieux, y compris l'obtention du statut d'observateur avec l'Union interparlementaire. Finalement, ce rapport indiquait que le Conseil d'administration a récemment approuvé de nouveaux règlements institutionnels et une stratégie de financement, car le Conseil s'efforce sans arrêt d'établir une fondation solide pour l'avenir et de diversifier les sources de financement pour maintenir les activités de l'organisation.

Voir l'Annexe 3 pour consulter le rapport annuel complet du président de ParlAmericas.

3.5 Résolution du Conseil d'administration

La présidente Jeannette Ruiz a ensuite introduit une résolution du Conseil d'administration concernant une Déclaration sur le Traité sur les commerce des armes, un traité multilatéral récemment négocié dans le cadre d'une conférence tenue à l'administration centrale des Nations Unies. Martha González Dávila, membre de l'Assemblée nationale du Nicaragua, a lu la Déclaration aux délégués.

Le sénateur Miguel Saguier du Paraguay a ensuite proposé l'adoption de la résolution et la sénatrice Cheryl Bazard des Bahamas a appuyé la motion. La résolution a été adoptée en bonne et due forme.

Voir l'Annexe 4 pour lire le texte en entier de la résolution adoptée.

3.6 Information sur les élections

La présidente a expliqué que des élections seraient tenues durant la 10^e Assemblée plénière pour deux législatures nationales dans chaque sous-région (Amérique du Nord, Amérique centrale, les Caraïbes et l'Amérique du Sud) en vue de siéger au Conseil d'administration.

De plus, la présidente a indiqué que des élections auraient lieu pour le poste de président ou présidente du Groupe des femmes parlementaires. Elle a également annoncé que ParlAmericas tentait de sonder l'intérêt des parlements membres à organiser la 11^e Assemblée plénière en 2014.

Des parlementaires ont été informés du processus à suivre pour présenter la candidature d'une législature nationale en vue de siéger au Conseil d'administration.

3.7 Mise en place des groupes de travail

Tel que recommandé par le Conseil d'administration, la présidente a proposé la mise en place de deux groupes de travail liés aux deux premiers sous-thèmes de l'Assemblée plénière (*Développement des ressources naturelles* et *Sécurité alimentaire*). Les groupes de travail allaient devoir se réunir séparément pour délibérer et proposer des recommandations. Les groupes de travail approuvés par l'Assemblée plénière étaient les suivants :



Willyam Tito Valle Ramírez (Pérou)

• **Groupe de travail 1 : Le développement des ressources naturelles**

Président : Ignacio Urrutia Bonilla, membre de la Chambre des députés, Chili

Spécialistes-invités : Carlos Manuel Rodríguez, Conservation International
Gleyse Peiter, *Rede Nacional de Mobilização Social e Conselho Nacional de Segurança Alimentar e Nutricional* (Réseau national de mobilisation sociale et Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle)

• **Groupe de travail 2 : La sécurité alimentaire**

Président : Hugh Carl Buchanan, député, Jamaïque

Spécialistes-invités : Xaviera Cabada Barrón, *El Poder del Consumidor* (Le Pouvoir du consommateur)

D^r Hugo Melgar-Quiñonez, Université McGill

La présidente a également fourni des détails sur une réunion organisée par le Groupe des femmes parlementaires visant à examiner le troisième sous-thème de l'Assemblée plénière (*Les droits des femmes en lien avec la sécurité alimentaire*) dont la composition figure comme suit :

• **Réunion organisée par le Groupe de femmes parlementaires : Les droits des femmes en lien avec la sécurité alimentaire**

Présidente : D^{re} Jennifer Simons, présidente de l'Assemblée nationale, Suriname

Spécialistes-invités : D^{re} Cristina Tirado, Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la Santé

Guadalupe Valdez San Pedro, membre de la Chambre des députés, République dominicaine, et coordonnatrice régionale, Front parlementaire contre la faim en Amérique latine et les Caraïbes

Voir les Annexes 7, 8 et 9 pour lire les biographies des spécialistes-invités et le sommaire de ces articles. Pour lire les articles au complet, veuillez visiter le site www.parlAmericas.org.

3.8 Discours principal : Défis pour la réalisation du droit à l'alimentation dans l'hémisphère – D^r Ricardo Rapallo

La présidente a présenté le D^r Ricardo Rapallo, qui a exprimé des remerciements au nom de l'Organisation des Nations Unies pour



Ignacio Urrutia Bonilla (Chili)



Experte D^{re} Cristina Tirado (Organisation panaméricaine de la santé/OMS)



Orateur principal D^r Ricardo Rapallo (FAO)



l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour l'invitation à participer à la 10^e Assemblée plénière de ParlAmericas. D^r Ricardo Rapallo a reconnu l'importance d'inclure l'enjeu de la sécurité alimentaire dans le programme des travaux législatifs de l'hémisphère. Il a donné un aperçu du problème de l'insécurité alimentaire en Amérique latine et dans les Caraïbes, et il a parlé des défis à surmonter dans la réalisation du droit à l'alimentation. Il a passé brièvement en revue les racines du problème, s'appuyant sur les analyses de la FAO et d'autres études sur la malnutrition, la malnutrition chronique chez les enfants et la prévalence de l'obésité au fil des années. Il a proposé une double solution au problème : 1) une politique publique comportant une approche axée sur les droits et 2) l'élaboration de lois sur le droit à la nourriture.

Après l'échange de perspectives de plusieurs parlementaires sur le sujet, la première session de la 10^e Assemblée plénière a été ajournée. Les délégations ont été invitées à une réunion organisée par le Groupe des femmes parlementaires et se sont par la suite réunies en groupes de travail pour discuter de leur sous-thème respectif.

Voir l'Annexe 5 pour lire la biographie du D^r Ricardo Rapallo et le sommaire de son discours principal.

4 Deuxième séance de l'Assemblée plénière

La seconde et dernière session de la 10^e Assemblée plénière a eu lieu dans la matinée du samedi, 24 août 2013. La présidente Jeannette Ruiz a ouvert la session en faisant remarquer que les débats des derniers jours avaient été très intéressants et avaient révélé que les parlements membres de ParlAmericas étaient confrontés à des problèmes similaires. Elle a indiqué que les discussions ont permis aux parlementaires de réfléchir sur des modèles qui ne sont pas efficaces, de même que sur des forces communes.



Ada Rosa Iturrez de Cappellini (Argentine), Nora Videla (Argentine)

4.1 Élections et confirmation de la législature nationale qui tiendra la 11^e Assemblée plénière

La présidente a invité Gina Hill, directrice générale de ParlAmericas, à diriger les procédures pour les élections au Conseil d'administration et pour le poste de président ou présidente du Groupe des femmes parlementaires.

Gina Hill a d'abord examiné le processus qui avait été suivi pour combler le poste de vice-président ou de vice-présidente du Groupe des femmes parlementaires. Ce poste comporte un mandat d'une année, et ce, pour compléter le mandat laissé vacant par l'ancienne vice-présidente qui s'est présentée comme candidate au poste de présidente du Groupe. Le poste a été comblé conformément au processus d'élections stipulé dans les Règlements de ParlAmericas, dans le cadre de la réunion organisée par le Groupe des femmes parlementaires qui a eu lieu le jour précédent. Gina Hill a annoncé que Martha González Dávila, membre de l'Assemblée nationale du Nicaragua, avait été élue par acclamation; Martha González est donc la nouvelle vice-présidente du Groupe des femmes parlementaires et devra remplir un mandat d'un an.



Gina Hill (Secrétariat international)

Par la suite, Gina Hill a parlé des élections pour le Conseil d'administration. Elle a annoncé que deux sièges au Conseil d'administration étaient ouverts pour chaque sous-région à cette Assemblée plénière. Pour trois sous-régions, cinq législatures nationales avaient été élues par acclamation alors qu'un siège restait vacant, comme le tableau le démontre ci-dessous.

SOUS-RÉGION	LÉGISLATURE NATIONALE ÉLUE
Amérique du Nord	Mexique (Vacant)
Les Caraïbes	République dominicaine Les Bahamas
Amérique centrale	Costa Rica Guatemala

Avant le délai prévu pour le dépôt des candidatures, cinq législatures nationales ont été nommées pour siéger au Conseil pour la sous-région d'Amérique du Sud. Lorsque les résultats ont démontré une égalité des voix entre l'Argentine, le Brésil et le Chili, Ignacio Urrutia est intervenu au nom du Chili. Il a retiré la candidature du Chili et a annoncé l'offre du pays d'organiser la 11^e Assemblée plénière en 2014.

À la suite du retrait du Chili, les résultats d'élections pour la sous-région d'Amérique du Sud étaient les suivants :

SOUS-RÉGION	LÉGISLATURE NATIONALE ÉLUE
Amérique du Sud	Argentine Brésil

Les élections pour le poste de président ou de présidente du Groupe des femmes parlementaires ont ensuite eu lieu. D^{re} Jennifer Simons a été élue présidente parmi deux candidatures. À titre de présidente, elle siégera également à titre de seconde vice-présidente au Conseil d'administration.

Au nom du Secrétariat international, Gina Hill a indiqué que ParlAmericas avaient très hâte de travailler en collaboration avec les représentants nouvellement élus. Elle a également remercié la législature nationale du Chili de son offre d'organiser la 11^e Assemblée plénière.

Voir l'Annexe 6 pour consulter la liste de membres du Conseil d'administration de 2013-2014.



Marcela Revollo Quiroga (Bolivie)

4.2 Présentation et analyse des recommandations des groupes de travail

La présidente, Jeannette Ruiz, a repris la parole, et a remercié Gina Hill de son aide durant les élections. Elle a expliqué que les résultats d'élections reflétaient la diversité des représentants au Conseil d'administration et que les élections avaient été menées de façon démocratique. Elle a félicité les législatures nationales élues, de même que D^{re} Jennifer Simons et Martha González.

Elle a ensuite invité les présidents des groupes de travail à présenter un résumé des débats tenus durant leur séance et les recommandations élaborées par les participants. Les recommandations de chaque groupe ont été soumises auprès de l'Assemblée plénière aux fins d'examen.

Groupe de travail 1 : Le développement des ressources naturelles

Ignacio Urrutia, le président du Groupe de travail 1, a donné un bref aperçu des discussions menées durant les séances sur le développement des ressources naturelles. Il a parlé des précieux conseils provenant des spécialistes-invités et il a présenté les cinq recommandations approuvées par le groupe.

Les recommandations mettent en valeur le potentiel des règlements et des politiques visant à assurer la protection environnementale et le rendement en particulier, de même que



Experte Gleyse Peiter (Rede Nacional de Mobilização Social e CONSEA), Ignacio Urrutia Bonilla (Chili)

l'inclusion sociale et le développement durable sur le plan économique de façon plus générale. Les recommandations réclament également la prise de mesures dans de multiples domaines, y compris les pratiques agricoles, les régimes d'imposition, les plans de gestion des terres et l'Organisation du Traité de coopération amazonienne. De plus, elles demandent une approche axée sur l'égalité entre les genres en ce qui a trait à l'élaboration des lois, par laquelle les femmes deviendront plus visibles dans les politiques et les lois environnementales.

Les recommandations ont été adoptées à l'unanimité sans amendement.

Groupe de travail 2 : La sécurité alimentaire

Hugh Carl Buchanan a présidé le Groupe de travail 2, lequel s'est penché sur des questions sérieuses de santé publique se rapportant à la sous-alimentation,



Experte Xaviera Cabada Barrón (El Poder del Consumidor), Hugh Carl Buchanan (Jamaïque), Expert Dr Hugo Melgar-Quifonez (Université McGill)

la malnutrition, l'obésité, le diabète et d'autres maladies chroniques en lien avec des pressions sociales et économiques. Il a indiqué à la Plénière que le groupe avait mené des débats productifs avec l'apport des spécialistes-invités. Il a ensuite présenté les six recommandations découlant des discussions.

Les recommandations encouragent les campagnes de sensibilisation et des mécanismes pour les familles, les écoles et les communautés qui promeuvent des habitudes alimentaires saines et fournissent de l'information sur les aliments déconseillés. Elles accordent la priorité au droit des femmes et des bébés à l'allaitement et à la nécessité d'élaborer des règlements qui empêchent la vente et la publicité de produits malsains dans les écoles.

Les recommandations conseillent vivement aux parlementaires de réaffirmer leur engagement à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de poursuivre les discussions au sein de leur législature nationale respective en vue d'aborder



l'origine du problème de l'insécurité alimentaire, et ce, en utilisant des moyens comme la promotion d'allocations budgétaires et de centres de recherche scientifique pour assurer et appuyer la mise en œuvre de politiques en matière de sécurité alimentaire.

Les recommandations ont été adoptées avec un léger amendement qui explique l'expression espagnole *comida chatarra* (« malbouffe »).

Réunion organisée par le Groupe de femmes parlementaires : Les droits des femmes en lien avec la sécurité alimentaire

D^{re} Jennifer Simons, présidente de la réunion organisée par le Groupe des femmes parlementaires, a indiqué que les discussions de la réunion ont révélé qu'il existe encore des obstacles pour les femmes dans le domaine de la sécurité alimentaire. Elle a présenté les recommandations liées à la sécurité alimentaire et aux droits des femmes qui ont été approuvées par les participants.

Les recommandations insistent sur la nécessité de réaffirmer l'engagement politique, y compris des cadres réglementaires, pour lutter contre la faim et accorder le droit à l'alimentation avec une attention particulière axée sur les femmes. Elles recommandent également d'investir dans la collecte de renseignements et l'élaboration d'indicateurs pour permettre aux décideurs de garantir l'existence des droits des femmes en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les recommandations ont été adoptées à l'unanimité sans amendement.

Consulter les Annexes 7, 8 et 9 pour lire la version complète des recommandations des groupes de travail.

4.3 Offre d'accueil de la Rencontre annuelle du Groupe des femmes parlementaires de 2014

Les délégués ont pris part à une évaluation de l'Assemblée plénière, et ce, afin de contribuer à la planification de prochains événements. La présidente a ensuite donné la parole à Martha González, la nouvelle vice-présidente du Groupe des femmes parlementaires, qui a proposé que le Nicaragua organise la prochaine Rencontre annuelle du Groupe des femmes parlementaires en 2014. L'offre a été reçue avec beaucoup d'enthousiasme de la part des délégués dans le cadre de l'Assemblée plénière.

D^{re} Jennifer Simons, nouvellement élue présidente du Groupe des femmes parlementaires, a aussi brièvement pris la parole afin de remercier tous ceux et celles qui ont participé aux discussions pendant les jours précédents. Elle les a remerciés de leur confiance en leurs capacités et a confirmé son engagement sérieux au poste de présidente du Groupe.

4.4 Allocution du vice-président de l'Assemblée législative du Costa Rica et clôture officielle de la 10^e Assemblée plénière

La présidente, Jeannette Ruiz, a prononcé un discours de clôture sur l'agréable expérience de toute la Plénière.

Germán Blanco a ensuite parlé au nom du Conseil d'administration de ParlAmericas. Il a remercié les participants et a indiqué que le grand nombre de parlementaires présents



*D^{re} Jennifer Simons
(Suriname)*



constituait une réalisation d'envergure pour l'organisation. Il a convenu que les discussions menées au sein des groupes de travail avaient été productives et il souhaite que ses collègues parlementaires réussissent leurs efforts de législation dans leur pays. Finalement, Germán Blanco a remercié tous ceux et celles qui ont contribué à la réussite de la Plénière.



*Claudio Perdomo
(Honduras)*

La présidente a invité Carlos Avendaño Calvo, vice-président de l'Assemblée législative du Costa Rica, à faire part de ses commentaires et à prononcer une allocution de clôture de la Plénière au nom de la législature nationale d'accueil.

Carlos Avendaño s'est adressé aux participants de la 10^e Assemblée plénière en indiquant que c'était un honneur de prononcer une allocution de clôture. Il a déclaré que le travail des parlementaires doit porter surtout sur la quête du bien-être social qui va de pair avec le développement économique. Après avoir parlé des défis auxquels fait face la région en ce qui concerne l'insécurité alimentaire et la destruction environnementale, Carlos Avendaño a affirmé qu'il croit fermement que des événements, tels que la présente Plénière, facilitent le revirement de ces réalités négatives. Il a remercié ses collègues parlementaires de leur participation à la Plénière et il a indiqué que cette participation lui donnait de l'espoir pour leur pays et l'humanité dans son ensemble.

En conclusion, la présidente Jeannette Ruiz a terminé en remerciant sincèrement le personnel de l'hôtel, le personnel de l'Assemblée législative du Costa Rica, le Secrétariat international de ParlAmericas, les spécialistes des groupes de travail, les traducteurs et les interprètes, les observateurs, et finalement, les parlementaires pour s'être déplacés jusqu'au Costa Rica et avoir participé aux activités de la Plénière. La présidente a encouragé les parlementaires à échanger et à mettre en pratique les connaissances qu'ils ont acquises à la 10^e Assemblée plénière.

La 10^e Assemblée plénière a été officiellement ajournée.



*Rudolf Zeeman (Suriname), Refano
Wongsoredjo (Suriname), Jenny
Warsodikromo (Suriname)*

Annexes

Annexe 1 • Liste de participants

DÉLÉGUÉS

Argentine

Alicia Marcela Comelli, membre de la Chambre des députés
Elena Corregido, sénatrice
Olga Elizabeth Guzmán, membre de la Chambre des députés
Graciela Iturraspe, membre de la Chambre des députés
Ada Rosa Iturrez de Cappellini, sénatrice
María Cristina Regazzoli, membre de la Chambre des députés
Nora Videla, membre de la Chambre des députés
José Antonio Vilariño, membre de la Chambre des députés

Les Bahamas

Cheryl Bazard, sénatrice

Belize

Herman Longworth, membre de la Chambre des représentants
Gerardo Marconi Sosa, sénateur
Michael Peyrefitte, président de la Chambre des représentants

Bolivie

Marcela Revollo Quiroga, membre de la Chambre des députés

Brésil

Elcione Barbalho, députée
Vanessa Grazziotin, sénatrice

Canada

Earl Dreeshen, député
Michael L. MacDonald, sénateur
François Pilon, député
Lise St-Denis, députée

Chili

Ramón Barros, membre de la Chambre des députés
Jorge Burgos, membre de la Chambre des députés
Celso Morales, membre de la Chambre des députés
María Antonieta Saa, membre de la Chambre des députés
Frank Sauerbaum, membre de la Chambre des députés
Ignacio Urrutia Bonilla, membre de la Chambre des députés

Colombie

Germán Alcides Blanco Álvarez, représentant
César Franco, représentant

Costa Rica

Marielos Alfaro Murillo, membre de l'Assemblée législative
Gustavo Arias Navarro, membre de l'Assemblée législative



Ileana Brenes Jiménez, membre de l'Assemblée législative
María Julia Fonseca Solano, membre de l'Assemblée législative
Carlos Góngora Fuentes, membre de l'Assemblée législative
Luis Fernando Mendoza Jiménez, président de l'Assemblée législative
Pilar Porras Zúñiga, membre de l'Assemblée législative
María Jeannette Ruiz Delgado, membre de l'Assemblée législative
Elibeth Venegas Villalobos, membre de l'Assemblée législative

Cuba

Gladys López Bejerano, membre de l'Assemblée nationale

El Salvador

Antonio Almendáriz, membre de l'Assemblée législative
Blanca Noemí Coto Estrada, membre de l'Assemblée législative
Margarita Escobar, membre de l'Assemblée législative
Benito Lara, membre de l'Assemblée législative
Silvia Ostorga, membre de l'Assemblée législative
Sigfrido Reyes, président de l'Assemblée législative

Guatemala

Aracely Chavarría Cabrera, membre du Congrès
Mirma Figueroa de Coro, membre du Congrès
Oliverio García Rodas, membre du Congrès
Mauro Guzmán Mérida, membre du Congrès

Haïti

Jean-Baptiste Bien-Aimé, sénateur
Simon Dieuseul Desras, président du Sénat

Honduras

Julio César Gámez, membre du Congrès
Claudio Perdomo, membre du Congrès

Jamaïque

Hugh Carl Buchanan, député

Mexique

Adriana González Carrillo, membre de la Chambre des députés
Marcela Guerra Castillo, sénatrice
Margarita Licea González, membre de la Chambre des députés
Cristina Olvera Barrios, membre de la Chambre des députés

Nicaragua

Martha González Dávila, membre de l'Assemblée nationale
Filiberto Rodríguez, membre de l'Assemblée nationale

Paraguay

Emilia Alfaro de Franco, sénatrice
José Manuel Bóbeda, sénateur
Pablino Rodríguez Arias, membre de la Chambre des députés
Miguel Saguier, sénateur
Luis Alberto Wagner Lezcano, sénateur



Pérou

Ana María Solórzano Flores, membre du Congrès
Willyam Tito Valle Ramírez, membre du Congrès

République dominicaine

Yuderka De la Rosa, membre de la Chambre des députés
Adalgisa Fátima Pujols, membre de la Chambre des députés
Guadalupe Valdez San Pedro, membre de la Chambre des députés

Sainte-Lucie

Stephenson King, représentant du Parlement

Suriname

D^{re} Jennifer Simons, présidente de l'Assemblée nationale
Jenny Warsodikromo, membre de l'Assemblée nationale
Refano Wongsoredjo, membre de l'Assemblée nationale
Rudolf Zeeman, membre de l'Assemblée nationale

Uruguay

Graciela Cáceres, représentante

Venezuela

Jesús Cepeda, membre de l'Assemblée nationale
Zulay Martínez, membre de l'Assemblée nationale

OBSERVATEURS

Banque mondiale

Mozammal Hoque, spécialiste principal en gestion financière

Organisation des États américains

Moisés Benamor, spécialiste des Affaires politiques

EXPERTS ET CONFÉRENCIERS INVITÉS

Chambre des députés, République dominicaine

Guadalupe Valdez San Pedro, membre de la Chambre des députés et coordonnatrice régionale du Front parlementaire contre la faim en Amérique latine et les Caraïbes

Conservation International

Carlos Manuel Rodríguez, vice-président de Politiques de conservation

El Poder del Consumidor (Le Pouvoir du consommateur)

Xaviera Cabada Barrón, coordonnatrice

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

D^r Ricardo Rapallo, agent de sécurité alimentaire, Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes

Organisation panaméricaine de la santé/ Organisation mondiale de la Santé

D^{re} Cristina Tirado, conseillère en sécurité alimentaire



Rede Nacional de Mobilização Social e Conselho Nacional de Segurança Alimentar e Nutricional (Réseau national de mobilisation sociale et Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle)

Gleyse Peiter, secrétaire exécutive

Université McGill

Dr Hugo Melgar-Quiñonez, directeur de l'*Institute for Global Food Security* (Institut pour la sécurité alimentaire mondiale)

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DE PARLAMERICAS

Gina Hill, directrice générale

Viviane Rossini, gestionnaire de programmes

Marcelo Virkel, coordonnateur de projets

Katie Hermon, consultante du Groupe des femmes parlementaires

Lisane Thirsk, responsable des communications



Blanca Noemí Coto Estrada (El Salvador)



Annexe 2 • Ordre du jour

Mercredi, 21 août 2013

- 18 h – 21 h **Inauguration officielle et réception d'accueil de la 10^e Assemblée plénière à l'Assemblée législative du Costa Rica**
- Allocution de bienvenue

Jeudi, 22 août 2013

- 9 h 15 – 10 h **Première séance de l'Assemblée plénière**
- Approbation de l'ordre du jour
 - Rapport annuel du président de ParlAmericas
 - Introduction du président de la 10^e Assemblée plénière
 - Présentation de résolutions et de recommandations du Conseil d'administration
 - Formation de groupes de travail
- 10 h – 10 h 15 Photographie officielle
- 10 h 30 – 11 h 30 **Discours principal**
- D^r Ricardo Rapallo (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)*
- 11 h 30 – 13 h 30 **Réunion organisée par le Groupe des femmes parlementaires. Séance 1**
- Thème : Les droits de la femme en lien avec la sécurité alimentaire*
- Spécialiste : D^e Cristina Tirado (Organisation panaméricaine de la santé/ Organisation mondiale de la Santé)*
- Conférencière : Guadalupe Valdez San Pedro (Chambre des députés de la République dominicaine; Front parlementaire contre la faim en Amérique latine et les Caraïbes)*
- 13 h 30 – 14 h 30 Dîner
- 14 h 30 – 17 h **Séances des groupes de travail. Séance 1**
- GT1. Thème : Le développement des ressources naturelles**
- Spécialistes : Carlos Manuel Rodríguez (Conservation International) / Gleyse Peiter (Rede Nacional de Mobilização Social e Conselho Nacional de Segurança Alimentar e Nutricional; Réseau national de mobilisation sociale et Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle)*
- GT2. Thème : La sécurité alimentaire**
- Spécialistes : Xaviera Cabada Barrón (El Poder del Consumidor; Le Pouvoir du consommateur) / D^r Hugo Melgar-Quiñonez (Université McGill)*
- 19 h – 21 h 30 Souper



Vendredi, 23 août 2013

- 8 h 30 – 11 h **Réunion organisée par le Groupe des femmes parlementaires.** Séance 2
- 11 h 15 – 13 h 30 **Séances des groupes de travail.** Séance 2
- 13 h 30 – 15 h Dîner
- 15 h – 16 h 45 **Séances des groupes de travail.** Séance 3
- 20 h – 22 h Souper

Samedi, 24 août 2013

- 9 h – 12 h 30 **Deuxième séance de l'Assemblée plénière**
- Élections
 - Présentation et examen des recommandations des groupes de travail
 - Examen des résolutions et des recommandations du Conseil d'administration et d'autres intervenants
 - Nomination de la législature nationale qui tiendra la 11^e Assemblée plénière
 - Résultats des élections
 - Clôture officielle
- 12 h 30 – 14 h Dîner
- 14 h – 18 h Activité touristique



Jesús Cepeda (Venezuela), Zulay Martínez (Venezuela)



Annexe 3 • Rapport annuel du président de ParlAmericas

Le présent rapport me permet de vous présenter une vue d'ensemble sur l'exercice financier de 2012-2013 de ParlAmericas. Nous avons été très occupés depuis notre dernière Assemblée plénière dans la ville de Panama, à Panama, en septembre 2012. Voici quelques points saillants.

Formation à l'intention des parlementaires : atelier sur les parlements et les industries d'extraction

En février dernier, ParlAmericas a tenu un atelier régional de deux jours intitulé *Les parlements et les industries d'extraction : l'amélioration de la surveillance et l'accroissement de la collaboration*. Dix-sept parlementaires de sept pays hispanophones d'Amérique du Sud ont assisté à l'atelier qui a eu lieu à Bogota, en Colombie. L'atelier a été animé par Revenue Watch avec l'objectif précis de créer une tribune pour les parlementaires et les spécialistes, et ce, dans le but de discuter des rôles et des mesures des législatures nationales liés aux activités d'extraction.

Les discussions étaient riches et l'atelier a conduit à des recommandations détaillées élaborées par les parlementaires et présentées ultérieurement aux parlements des 35 pays de ParlAmericas. Le rapport complet est disponible sur notre site Web en espagnol.

Collaboration avec l'OEA

Puisque ParlAmericas a signé un Protocole d'entente avec l'OEA en 2012, les organisations ont examiné des possibilités de collaborer sur des initiatives de programmation pour les parlementaires. ParlAmericas s'est lancé dans un programme conjoint avec l'OEA pour renforcer les capacités des législateurs d'Amérique centrale, du Mexique et de la République dominicaine. Ce projet prévoit la tenue d'ateliers nationaux dans chacun des neuf pays de la sous-région et deux séminaires régionaux.

En fait, le premier séminaire a eu lieu hier, ici même à San José, et s'intitulait *L'activité législative et les nouvelles solutions de rechange à la lutte contre les drogues*. ParlAmericas est heureuse de travailler en collaboration avec l'OEA pour réunir des parlementaires en vue de discuter de ces enjeux importants et attend avec impatience la mise en œuvre des projets qui restent.

Rencontre du Groupe des femmes parlementaires

En mai, le Groupe des femmes parlementaires de ParlAmericas a organisé une rencontre qui a attiré un très grand nombre de personnes; l'Assemblée du Suriname, à Paramaribo, a accueilli cet auditoire enthousiaste. La Rencontre a réuni 53 parlementaires dynamiques provenant de 21 pays, dans le cadre de l'événement intitulé *Les femmes au pouvoir : les changements récents sur la scène politique*, et des conférenciers des Caraïbes, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud étaient au programme. Les discussions portaient sur les sujets suivants :

- Les femmes présidentes de législatures nationales
- La direction et la participation politique des femmes de descendance africaine
- Les effets de la participation des femmes dans la politique

Le Groupe des femmes parlementaires tient également des séances durant la présente Assemblée plénière et je vous encourage tous à y participer.



Réunions du Conseil d'administration

Depuis la dernière Assemblée plénière, le Conseil d'administration s'est réuni trois fois : à Medellin, en Colombie, en février; à Paramaribo, au Suriname, en mai; et ici, à San José, juste avant la tenue de cette Assemblée plénière.

Le Conseil a porté une attention particulière aux assises solides sur lesquelles s'appuie ParlAmericas en vue de s'assurer un avenir prometteur. Dans ce contexte, nous avons révisé complètement nos Règlements institutionnels, lesquels ont été approuvés par le Conseil en mai. Les nouveaux Règlements constituent un outil de gouvernance détaillé et entreront en vigueur en octobre 2013; ils seront disponibles à cette période.

Notre Conseil a également procédé à un examen minutieux de notre situation financière, et conscient que l'octroi de fonds du projet actuel de l'ACDI prendra fin bientôt, il a approuvé une stratégie de financement pour ParlAmericas qui nous permettra de chercher et d'assurer les ressources financières nécessaires à poursuivre le travail du réseau de ParlAmericas.

De plus, le Conseil d'administration a travaillé à la préparation de cette Assemblée plénière et a exécuté des tâches de gouvernance fondamentales, telles que le maintien de la surveillance des activités et des finances de ParlAmericas, la participation à des événements et des échanges de l'hémisphère et l'établissement de liens avec les parlementaires des Amériques.

Participation dans les échanges de l'hémisphère

En plus des activités déjà mentionnées, ParlAmericas a joué un rôle actif dans d'autres lieux de réunion, y compris le statut d'observateur avec l'Union interparlementaire et sa présence à l'Assemblée de l'UIP en Équateur, en mars dernier. De nombreux membres du Conseil d'administration entretiennent des échanges réguliers avec des représentants diplomatiques de pays membres de ParlAmericas, et nous tenons et participons à des réunions bilatérales avec des collègues d'autres parlements, dans la mesure du possible.

Activités et finances

Finalement, j'aimerais présenter un compte rendu de notre situation opérationnelle et financière. ParlAmericas maintient en service un petit bureau composé de quatre membres de personnel, situé à Ottawa, au Canada. Les membres de l'équipe sont ici, à San José, alors n'hésitez pas à aller leur parler.

Nos opérations et toutes nos activités sont présentement financées par deux sources principales :

- Un projet pluriannuel financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI)¹
- Les cotisations de membre provenant de vos parlements.

¹ Maintenant connu sous le nom Affaires étrangères, Commerce et Développement



L'octroi de fonds que nous recevons actuellement de l'ACDI prendra fin en décembre 2014. Dans ce contexte, le Conseil d'administration a récemment adopté une stratégie de financement; nous continuons donc de chercher des sources de financement diverses pour maintenir nos activités. Néanmoins, les cotisations que nous recevons des pays membres sont essentielles à nos activités et nous remercions ceux et celles qui envoient leur paiement à temps. J'encourage chacun de vous à faire le nécessaire pour que les cotisations de votre parlement soient entièrement payées, qu'il s'agisse de celles des années passées ou de celles de l'exercice financier de 2013-2014, car ces fonds appuient des activités comme cette Assemblée plénière.

Nous tenons également à souligner le travail des parlements membres qui nous soutiennent en organisant des événements. Nous sommes encore en train d'accepter des mises en candidature pour la sélection du prochain pays d'accueil de la 11^e Assemblée plénière et de la Rencontre du Groupe des femmes parlementaires en 2014. Il s'agit d'activités qui peuvent contribuer à attirer beaucoup d'attention sur votre assemblée; les pays d'accueil précédents ont trouvé cette expérience très positive.

ParlAmericas deviendra un réseau plus puissant, car nous inviterons encore plus de parlementaires à prendre part aux échanges. Pour atteindre cet objectif, nous avons besoin de votre appui. J'espère que votre participation à cette réunion vous incitera à continuer de vous engager à jouer un rôle actif avec vos collègues de divers parlements des Amériques.

Randy Hoback, député, Parlement du Canada
Président, ParlAmericas



Annexe 4 • Résolution adoptée au cours de la 10^e Assemblée plénière

Résolution ParlAmericas/PA10/2013/RÉS.1 : Déclaration sur le Traité sur le commerce des armes

Présentée par le Conseil d'administration de ParlAmericas le 24 août 2013 :

ATTENDU QUE

nous respectons les objectifs et les principes de la Charte des Nations Unies,

nous rappelons l'article 26 de la Charte des Nations Unies visant à promouvoir l'instauration et le maintien de la paix et de la sécurité internationale et à ne détourner vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde,

nous respectons l'article 3, paragraphe i) des Principes de la Charte de l'Organisation des États américains (OEA), stipulant que « les controverses de nature internationale entre deux États américains ou plus doivent être réglées par des procédures pacifiques »,

nous tenons compte que les objectifs de ParlAmericas visent à contribuer aux échanges interparlementaires concernant des questions liées au programme de l'hémisphère, à aider à renforcer les capacités législatives dans l'instauration de la démocratie et à prendre part à la défense et à la promotion des droits de la personne,

nous insistons sur la nécessité de prévenir et d'éradiquer le commerce illicite des armes conventionnelles et de prévenir leur détournement vers le commerce illicite ou pour une utilisation ou des utilisateurs finals non autorisés, y compris les actes terroristes,

nous reconnaissons les intérêts légitimes politiques, économiques, commerciaux et en matière de sécurité des États dans le commerce international des armes conventionnelles,

nous réaffirmons le droit souverain de tout État de réglementer et de contrôler les armes conventionnelles exclusivement à l'intérieur de son territoire, conformément à son propre système judiciaire ou constitutionnel,

nous reconnaissons que la paix et la sécurité, le développement et les droits de la personne sont les piliers du système des Nations Unies et les assises d'une sécurité collective, et nous reconnaissons que le développement, la paix et la sécurité et les droits de la personne sont reliés entre eux et se complètent mutuellement,

nous rappelons que les principes directeurs de la Commission du désarmement des Nations Unies pour les armes internationales s'appliquent au contexte de la résolution 46/36H du 6 décembre 1991 de l'Assemblée générale,

nous soulignons la contribution du Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, de même que le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, complétant ainsi la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, et l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et à la localisation rapides et fiables des armes légères et de petit calibre,

nous reconnaissons les conséquences en matière de sécurité, sociales, économiques et humanitaires du commerce illicite et non réglementé des armes conventionnelles,



nous tenons compte que les civils, particulièrement les femmes et les enfants, représentent la grande majorité de la population touchée de façon défavorable par les conflits armés et la violence,

nous reconnaissons également les défis auxquels font face les victimes des conflits armés et leurs besoins en soins adéquats, en réadaptation et en insertion sociale et économique,

nous tenons également compte du rôle que les organisations régionales peuvent jouer à aider les États parties, sur demande, dans la mise en œuvre de ce Traité, et de manière plus précise, de la responsabilité de ParlAmericas de promouvoir l'harmonisation de lois nationales et l'élaboration de normes juridiques parmi les États membres,

nous soulignons que le 2 avril, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé le Traité sur le commerce des armes voté à une majorité de 154 voix contre 3, avec plusieurs abstentions,

L'Assemblée plénière de ParlAmericas

DÉCIDE :

- I. d'encourager les parlements membres de ParlAmericas à adopter le Traité sur le commerce des armes récemment approuvé par les Nations Unies,
- II. de communiquer cette résolution à chaque parlement membre.



Annexe 5 • Discours principal sur le droit à l'alimentation

D^r Ricardo Rapallo, agent de sécurité alimentaire, Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Biographie

Le D^r Ricardo Rapallo est agent de sécurité alimentaire à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes. Il est également coordonnateur du Projet d'appui de l'initiative « L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim ». Il est ingénieur agricole et il détient un doctorat de l'Université polytechnique de Madrid. Il a commencé à travailler pour la FAO en 2004 à titre de consultant dans l'équipe de représentants de la FAO au Guatemala. Depuis 2009, il travaille au Bureau sous-régional de la FAO pour l'Amérique centrale à titre de cadre associé de l'Assistance aux politiques. Peu de temps après, il a commencé en qualité d'agent de sécurité alimentaire à la Direction de la Division de l'économie du développement agricole (ESA) à Rome.

Défis pour la réalisation du droit à l'alimentation dans l'hémisphère

La section suivante est un sommaire du discours principal. Pour avoir accès à la présentation PowerPoint de ce discours, veuillez consulter le site www.parlamericas.org.

Les causes de la faim sont particulières à chaque pays et diffèrent au sein des pays, selon la communauté ou la région où elle sévit. Quand on tient compte des conditions globales, la situation des populations vulnérables (peuples indigènes, personnes de descendance africaine, femmes, paysans) devient invisible. Cependant, la tendance est la même dans tous les pays de la région : il y a eu des améliorations entre 1990 et la situation de 2012; en effet, les indicateurs de la première fois reliés aux objectifs du Millénaire pour le développement ont été mesurés.

La région des Amériques dénote un succès quand il est question de production alimentaire; elle produit beaucoup plus que nécessaire pour nourrir ses habitants. Le principal problème relevé dans la région est l'accès, c'est-à-dire la disponibilité des ressources financières nécessaires à obtenir des aliments. À cet égard, les indices de pauvreté et d'extrême pauvreté dans la région sont élevés de façon disproportionnée quand on les examine dans un contexte de croissance économique. Même si certains pays démontrent un écart par rapport à la norme, la corrélation entre l'extrême pauvreté et la malnutrition est tout à fait directe en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Après analyse des progrès au niveau de l'engagement politique au sein de la région, de même que des mécanismes de gouvernance et des politiques publiques en faveur de la sécurité alimentaire ou de la souveraineté alimentaire, nous pouvons maintenant conclure que d'importants efforts ont été déployés ces dix dernières années. Les pays qui ont réalisé les plus grands progrès sont ceux qui appuient l'agriculture familiale, la paysannerie et les petits producteurs. L'augmentation des programmes de repas scolaires et les politiques de protection sociale doivent également être mises en évidence.

Il est important de souligner que malgré la nécessité d'élaborer des lois en matière de sécurité alimentaire, il reste que ce n'est pas toujours suffisant de garantir la sécurité alimentaire ou la souveraineté alimentaire. Par conséquent, il est nécessaire d'élaborer des lois complémentaires qui permettent de gérer l'accès aux ressources (lois sur l'eau, lois sur les terres, lois sur les semences et lois sur le financement agricole), des lois qui favorisent l'efficacité et la transparence dans les filières agro-alimentaires et des lois qui encouragent des habitudes saines et qui réglementent la publicité.

Annexe 6 • Conseil d'administration de ParlAmericas 2013–2014

POSTE	INDIVIDU ²	LÉGISLATURE NATIONALE	PÉRIODE
Élu dans le cadre de la 11^e Assemblée plénière			
Présidente du Groupe des femmes parlementaires et 2^e vice-présidente	D ^{re} Jennifer Simons, présidente de l'Assemblée nationale	Suriname	2013-2015
Amérique du Nord	Marcela Guerra Castillo, sénatrice	Mexique	2013-2015
Amérique du Nord		Vacant	2013-2015
Amérique centrale	María Jeannette Ruiz Delgado, membre de l'Assemblée législative	Costa Rica	2013-2015
Amérique centrale	Mirma Figueroa de Coro, membre du Congrès	Guatemala	2013-2015
Caraïbes	À confirmer	Les Bahamas	2013-2015
Caraïbes	À confirmer	République dominicaine	2013-2015
Amérique du Sud	À confirmer	Argentine	2013-2015
Amérique du Sud	Humberto Costa, sénateur	Brésil	2013-2015
Hôte de la 11^e Assemblée plénière	Ignacio Urrutia Bonilla, membre de la Chambre des députés	Chili	2013-2014
Membres qui continuent à occuper leur poste			
Président	Randy Hoback, député	Canada	2011-2014
1^{er} vice-président	Víctor Juliao III, membre de l'Assemblée nationale	Panama	2011-2014
Amérique du Nord	Michael L. MacDonald, sénateur	Canada	2012-2014
Amérique centrale		Vacant	2012-2014
Caraïbes	Hugh Carl Buchanan, membre du Parlement	Jamaïque	2012-2014
Amérique du Sud	Germán Alcides Blanco Álvarez, représentant	Colombie	2012-2014
Président sortant	Luiz Carlos Hauly, député	Brésil	2013-2014
Directrice générale	Gina Hill	Secrétariat international	

2 Individus confirmés au moment de la publication du présent rapport.



Annexe 7 • Groupe de travail 1 : Le développement des ressources naturelles

Président : Ignacio Urrutia Bonilla, membre de la Chambre des députés (Chili)

1 Sujets importants :

- Efficacité énergétique et ressources énergétiques renouvelables
- Gestion régionale et moyens de subsistance durables
- Dynamique de l'utilisation des sols et biodiversité
- Politiques et gouvernance en matière de ressources naturelles

2 Spécialiste invité : Carlos Manuel Rodríguez, vice-président de Politiques de conservation, Conservation International

Biographie

Carlos Manuel Rodríguez a été ministre de l'Environnement et de l'Énergie au gouvernement du Costa Rica. Il est actuellement vice-président de Politiques de conservation dans le cadre de Conservation International (CI). Sa responsabilité est de fournir une orientation stratégique et de conduire l'équipe qui apporte des idées et exerce une influence sur les politiques bilatérales, multilatérales et internationales ayant trait au rapport entre le bien-être humain, le développement économique, les changements climatiques, la gestion des écosystèmes et la conservation de la biodiversité. À ce travail pour la conservation, on peut ajouter son expérience à titre d'avocat. Il a eu aussi occupé plusieurs postes politiques au Costa Rica. Il est reconnu à l'échelle internationale pour avoir promu la valeur économique des forêts dans les aires protégées, les forêts privées et les réserves indigènes. Cette stratégie a apporté aux communautés locales des incitatifs économiques pour qu'elles veillent à la protection de la nature.

Capital naturel et croissance économique : leçons politiques du Costa Rica

La partie suivante est le sommaire d'un article d'un spécialiste-invité. Pour lire l'article en entier, veuillez visiter le site www.parlamericas.org.

Jamais auparavant, dans l'histoire de nos pays, nous n'avons eu autant de connaissances sur notre milieu naturel, autant d'institutions axées sur la durabilité et la recherche, autant de normes environnementales, d'organisations, de professionnels et déployé autant d'efforts pour protéger l'environnement. Il y a vraiment quelque chose qui ne va pas. L'ironie, c'est que les gouvernements du monde ont accepté et prêchent le discours de la durabilité, mais peu de progrès concrets et durables démontrent un changement de direction en ce qui a trait au problème de la destruction de notre environnement naturel.

L'état de l'environnement constitue incontestablement le produit direct du modèle de développement, mais plus particulièrement des tendances de consommation et de production, lesquelles répondent exclusivement à des objectifs politiques aux fins de croissance économique où la durabilité continue d'être un élément axiologique. Ainsi, aucune conséquence concrète ne se produit sur les politiques publiques ou les mesures, sinon quelques légères répercussions qui n'affectent nullement le besoin de réformes structurales.



Si les lacunes institutionnelles et commerciales ne sont pas corrigées, tous les efforts déployés pour exercer un revirement sur le niveau élevé de détérioration de notre environnement naturel n'apporteront aucun résultat positif dans l'échelle et l'impact que la communauté scientifique recommande constamment. Plus que jamais, nous avons besoin d'un leadership politique qui peut saisir l'image globale et comprendre le rapport entre l'économie et les services environnementaux. Une bonne conception institutionnelle des questions environnementales constitue la base pour élaborer des politiques et des instruments environnementaux efficaces à long terme et à l'échelle souhaitée (les objectifs doivent être nationaux et non sous-nationaux, répondant à des engagements internationaux dont la vision en est une de durabilité).

La transition vers une économie fondée sur des sources d'énergie renouvelables, un système de transport diversifié et la production de biens matériels réutilisables et recyclables, est impérative et urgente. Il existe de graves erreurs dans le marché qui ne pèsent pas sur les coûts indirects de ce système productif contemporain, dans lequel les coûts environnementaux et les incitatifs et les encouragements de certains secteurs ne sont pas pris en compte, de telle sorte que le marché « reste opaque ». Un système d'économie de marché qui fait fi des coûts indirects dans l'attribution de valeurs et de prix est irrationnel, inefficace et autodestructeur.

3 Spécialiste- invitée : Gleyse Peiter, secrétaire exécutive, Rede Nacional de Mobilização Social e Conselho Nacional de Segurança Alimentar e Nutricional (Réseau national de mobilisation sociale et Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle)

Biographie

Gleyse Peiter est secrétaire exécutive du Rede Nacional de Mobilização Social e Conselho Nacional de Segurança Alimentar e Nutricional (Réseau national de mobilisation sociale et Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle), qui est en service dans tout le territoire national grâce à la mobilisation de plus de 110 membres dans 27 états et plus de 30 juridictions, et ce, en vue de former des associations qui luttent contre la pauvreté. Depuis 2004, elle est conseillère auprès du Consejo Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional (CONSEA) (Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle), dont le but principal est de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le droit de la personne à la bonne alimentation pour tous les Brésiliens. Actuellement, elle coordonne le groupe de travail qui étudie les Changements climatiques, la Pauvreté et l'Inégalité, dans le cadre du Forum brésilien sur les changements climatiques et du Laboratoire Herbert de Souza – Technologie et Citoyenneté, lequel a pour but de présenter les progrès technologiques et l'innovation afin de contribuer à la production de connaissances s'appuyant sur le modèle de développement durable.

Climat et vulnérabilité

La partie suivante est le sommaire d'un article d'un spécialiste-invité. Pour lire l'article en entier, veuillez visiter le site www.parlAmericas.org.

La plus grande partie des dommages produits par les changements climatiques affectent les populations à faible revenu, les groupes sociaux discriminés, les communautés marginalisées et plus vulnérables des groupes de citoyens. Dans la crise climatique mondiale, des mécanismes sociopolitiques agissent pour perpétuer les injustices. En ce sens, il est essentiel de récupérer le concept de justice climatique pour lutter contre les situations d'inégalité qui existent entre les régions et les pays du monde, et au sein de chaque région et de chaque pays, entre les groupes sociaux à cause d'un modèle de croissance qui a provoqué la situation actuelle.



Les changements climatiques ont des conséquences importantes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. En plus de compromettre la production de certaines cultures caractéristiques de quelques populations, les changements climatiques peuvent, à court terme, détruire de manière totale ou partielle les récoltes, ou même empêcher le transport des provisions. La crise climatique peut aussi servir d'argument justifiant l'aggravation de l'augmentation des prix des aliments.

Il faut également souligner l'importance de tenir compte des questions liées à l'impact différencié que les changements climatiques amèneront sur les hommes et les femmes. Au-delà de leur condition économique plus défavorable, les femmes, surtout les pauvres et les noires, vivent dans des situations de vulnérabilité différentes de celles des hommes.

Même si les sceptiques affirment le contraire, les changements climatiques sont arrivés pour y rester. Comme les conséquences liées aux émissions de gaz à effet de serre sont cumulatives, les émissions auraient beau s'arrêter du jour au lendemain que leurs effets sur l'atmosphère subsisteraient pendant des années. Il est donc péremptoire de commencer au plus vite et de manière plus globale à élaborer des politiques publiques qui tiennent compte des impacts des changements climatiques sur la vie des personnes, et ce, en insistant sur l'adaptation au changement ou à la variabilité climatique.

4 Recommandations

Nous recommandons ce qui suit :

1. Incorporer l'approche de genre dans les processus l'élaboration des lois. Donner davantage de visibilité aux femmes dans les domaines de la politique et de la législation environnementales.
2. Élaborer des plans d'aménagement du territoire avec des normes-cadres qui réglementent l'exploitation minière conformément aux pratiques et aux normes de protection de l'environnement.
3. Formuler des politiques sur l'agriculture biologique et promouvoir des techniques agro-écologiques et l'utilisation de semences primaires résistantes aux changements climatiques et alerter l'utilisation de produits agrochimiques.
4. Recommander la révision du système fiscal de chaque pays afin de s'assurer que les redevances provenant de l'exploitation minière et des ressources naturelles sont suffisantes et destinées à la récupération des terres et des ressources naturelles.
5. Renforcer les mesures et la contribution de ressources financières pour l'organisation du Traité de coopération amazonienne afin que celui-ci contribue au développement durable, à l'inclusion sociale et à la conservation de la faune grâce à la mise en œuvre de politiques communes pour la préservation et l'exploitation économiques durables de l'écosystème.



Annexe 8 • Groupe de travail 2 : La sécurité alimentaire

Président : Hugh Carl Buchanan, député (Jamaïque)

1 Sujets importants

- Problèmes, progrès, restrictions et innovations dans le domaine de la sécurité alimentaire
- Maladies d'origine alimentaire et santé publique dans la région
- Plans d'action nationaux dans des situations d'urgence
- Expériences fructueuses des programmes de lutte contre la faim

2 Spécialiste-invitée : **Xaviera Cabada Barrón, coordonnatrice, El Poder del Consumidor (Le Pouvoir du consommateur)**

Biographie

Xaviera Cabada Barrón est professeure de sciences, nutriologue et promotrice communautaire. À titre de coordinatrice de la Santé alimentaire de El Poder del Consumidor A.C. (Le Pouvoir du consommateur A.C.), elle a principalement travaillé dans le domaine de l'éducation populaire, a présenté des travaux dans différents cours, forums et congrès dans des établissements gouvernementaux, des universités et des ONG. Elle collabore avec des travailleurs de la santé, des législateurs, des chercheurs, des activistes et des promoteurs communautaires. Elle a représenté le Mexique dans des activités réunissant des consommateurs (El Salvador, CDC, sur l'allaitement maternel (Inde, IBFAN) et les maladies non transmissibles (Suisse, Assemblée mondiale de la santé avec Consumers International). Parmi ses principaux intérêts, Xaviera Cabada Barrón aime échanger et développer, avec et pour les autres, des solutions viables dans le domaine de la santé afin d'améliorer leur qualité de vie.

Impact du modèle de consommation actuel sur la sécurité alimentaire

La partie suivante est le sommaire d'un article du spécialiste-invité et co-auteur Alejandro Calvillo. Pour lire l'article en entier, veuillez visiter le site www.parlAmericas.org.

La sécurité alimentaire est composée de quatre éléments qui contribuent à sa pleine réalisation : la *disponibilité* d'une quantité suffisante d'aliments; l'accès à ces aliments, ce qui signifie que les gens auront accès à des ressources pour acquérir des aliments adéquats et nutritifs; la qualité des aliments, à savoir que ces aliments possèdent une *utilité biologique*; enfin, la *stabilité*, c'est à dire, l'absence totale de risque lié à l'accès à la nourriture en raison de crises soudaines.

L'absence de politiques publiques efficaces dans le domaine de la santé alimentaire est un facteur qui a entravé une pleine jouissance de la sécurité alimentaire pour la population. Actuellement, tant les pays économiquement développés que les pays en voie de développement sont atteints d'une épidémie de surpoids, d'obésité et de diabète. Ce qui est plus grave encore, les pays en développement portent le double fardeau de la dénutrition et de l'obésité, de même que des maladies associées à ces conditions.

Le changement d'habitudes alimentaires basé sur la substitution d'une alimentation de type traditionnel par des aliments transformés industriellement est nuisible à bien des égards : du point de vue physique, ce changement affecte directement la santé; du point de vue émotionnel, compte tenu que la maladie favorise la dépression et la diminution de l'estime de soi ; du point de vue environnemental, à cause des niveaux élevés de déchets générés et du point de vue économique, puisque ces aliments coûtent chers. Ce changement cause également un impact



culturel, car des aliments et des pratiques traditionnels sont remplacés par des produits qui ne nourrissent pas le corps, et encore moins l'esprit. Il est préoccupant de constater que ce phénomène se produit là où il n'existe pas d'infrastructure adéquate pour pouvoir combattre les effets nocifs du changement d'habitudes alimentaires.

Pour que le pays soit viable du point de vue sanitaire et financier, il faut des politiques publiques qui accordent la priorité à l'intérêt de la population plutôt qu'aux intérêts des entreprises, lesquelles cherchent à renforcer leur monopole dans toute la chaîne agroalimentaire, depuis les processus de production (semences brevetées et produits agrochimiques) jusqu'à la commercialisation des céréales et aliments.

2 Spécialiste-invité : D^r Hugo Melgar-Quiñonez, directeur de l'*Institute for Global Food Security* (Institut pour la sécurité alimentaire mondiale), Université McGill

Biographie

Le D^r Hugo Melgar-Quiñonez est directeur de l'Institute for Global Food Security (Institut pour la sécurité alimentaire mondiale) et chercheur-boursier à la Faculté Margaret A. Gilliam en sécurité alimentaire à l'Université McGill au Canada, où il est entré en 2012, après 9 ans passés à l'Ohio State University. Il a aussi été chercheur à l'Université de Californie à Davis et à l'Institut national de la santé publique du Mexique. Le D^r Hugo Melgar-Quiñonez est médecin et il est titulaire d'un doctorat de l'Université Friedrich Schiller en Allemagne. Il a travaillé dans des projets concernant la sécurité alimentaire dans plus de 20 pays en Amérique, en Afrique et en Asie.

L'importance de l'information sur la sécurité alimentaire aux fins de prises de décisions dans la lutte contre la faim

La partie suivante est le sommaire d'un article d'un spécialiste-invité. Pour lire l'article en entier, veuillez visiter le site www.parlAmericas.org.

Les organismes, les universitaires et les praticiens ont cherché des façons d'évaluer certaines composantes de la sécurité alimentaire. En partie, les indicateurs élaborés sont centrés sur trois piliers de la sécurité alimentaire : la disponibilité de la nourriture, l'accès à la nourriture et l'utilisation de la nourriture. Compte tenu que l'insécurité alimentaire constitue un phénomène complexe, son évaluation surpasse incontestablement le manque très évident d'aliments disponibles pour répondre aux besoins en calories les plus fondamentaux des citoyens.

En réponse à la nécessité de compter sur un indicateur sur les ménages, des chercheurs américains ont élaboré, au milieu des années 1990, le *Household Food Security Supplemental Module* (HFSSM) ou le Module complémentaire sur la sécurité alimentaire des ménages. Cet outil est utilisé régulièrement dans les enquêtes sur la population. Non seulement le HFSSM permet de procéder à la classification des ménages par rapport au niveau d'insécurité alimentaire, mais il permet également de déterminer ceux qui sont à risque plus élevé face à ce problème. Depuis 2007, des études menées en Amérique latine, utilisant l'Échelle de sécurité alimentaire de l'Amérique latine et des Caraïbes (*Escala Latinoamericana y del Caribe de Seguridad Alimentaria – ELCSA*), démontrent que les estimations liées à l'insécurité alimentaire des ménages sont non seulement associées de façon considérable à la pauvreté et aux dépenses alimentaires, mais également à la qualité de l'alimentation et aux indicateurs de sous-alimentation chez les enfants.



Grâce aux résultats encourageants générés en Amérique latine, l'ELCSA a été traduite dans d'autres langues (swahili, chinois et arabe) et a été adaptée par la FAO sous d'autres latitudes. La FAO a récemment lancé le projet *Voices of the Hungry* qui tire profit de décennies de recherche dans les Amériques sur l'élaboration de mesures de sécurité alimentaire basées sur l'expérience. Ce projet mènera à la mise en place d'une nouvelle norme certifiée FAO sur le suivi de la sécurité alimentaire, laquelle peut compléter l'évaluation de la sécurité alimentaire et pourrait être facilement utilisée dans des enquêtes sur les ménages menées par des instituts de statistiques nationaux, comme c'est souvent le cas aux États-Unis, au Brésil et au Mexique.

La grande variété d'instruments d'évaluation de l'insécurité alimentaire et des programmes de sécurité alimentaire nationaux et locaux en Amérique latine et dans les Caraïbes améliorera la capacité de suivi du rendement, permettra d'évaluer les impacts, de mieux cibler les populations à haut risque d'insécurité alimentaire et de se faire une meilleure idée du phénomène. Des indicateurs scientifiquement validés, faciles à appliquer, à faible coût, culturellement respectueux, et qui couvrent une ou plusieurs composantes de la sécurité alimentaire, sont en demande auprès des organismes et des établissements qui combattent la faim dans les Amériques, et ailleurs dans le monde. Les décisions et les politiques appropriées pour éradiquer la faim reposent essentiellement sur l'information à jour, mais aussi sur l'information exacte et obtenue en temps réel.

4 Recommandations

Des preuves accablantes et irréfutables démontrent la tendance inquiétante observée actuellement dans les pays de l'hémisphère; il n'y a qu'à observer l'augmentation de troubles graves, tels que la malnutrition, la dénutrition, l'obésité, le diabète et autres maladies chroniques. Ces anomalies sont associées à des habitudes alimentaires inadéquates et nuisibles et sont en train de devenir de véritables problèmes de santé publique dans nos pays. C'est la raison pour laquelle nous demandons aux femmes et aux hommes parlementaires et aux parlements membres de ParlAmericas de réaffirmer notre engagement envers la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de s'engager ou de poursuivre sérieusement les discussions nécessaires au sein de nos organes législatifs, et ce, pour renforcer et adopter des instruments juridiques actuels et nouveaux nous permettant de s'attaquer aux causes de ces maux en utilisant leurs capacités de contrôle sur les politiques de l'exécutif. Nos suggestions doivent être considérées comme l'expression d'une préoccupation et les conclusions de ce forum devraient être appliquées à tous les processus d'intégration, lesquels renforcent aujourd'hui notre position au niveau de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Nous recommandons ce qui suit :

1. Promouvoir une campagne massive et continue de prise de conscience favorisant une alimentation et des modes de vie sains en concordance avec les besoins alimentaires des gens, et en expliquant le type d'alimentation qui n'est pas recommandé.
2. Promouvoir, protéger et respecter le droit des femmes et des nourrissons à l'allaitement maternel, selon les recommandations établies par l'Organisation mondiale de la Santé.
3. Établir des règlements pour empêcher la vente de produits et d'aliments malsains dans les écoles publiques et garantir la disponibilité et l'accès à l'eau potable pour assurer le droit à l'alimentation.

- 
4. Créer des mécanismes pour mettre en œuvre des programmes d'agriculture familiale, scolaire et communautaire afin de promouvoir la production d'aliments sûrs et sains avec le soutien de centres de recherche scientifique engagés dans le développement de connaissances pouvant être appliquées dans le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
 5. Promouvoir la participation et la mise en œuvre du Codex Alimentarius, qui garantit l'innocuité des denrées alimentaires, réglemente les ingrédients et le commerce des aliments appartenant à la catégorie de la malbouffe et favorise l'étiquetage correct et compréhensible des aliments afin d'éviter l'importation et le commerce de produits de mauvaise qualité.
 6. Promouvoir au sein de vos parlements respectifs la question de la sécurité alimentaire et nutritionnelle comme thème hautement prioritaire pour les États, en insistant sur la nécessité d'accorder davantage de fonds visant à garantir la mise en œuvre de programmes et de politiques de lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire.



Annexe 9 • Réunion organisée par le Groupe des femmes parlementaires : *Les droits des femmes en lien avec la sécurité alimentaire*

Présidente : D^{re} Jennifer Simons, présidente de l'Assemblée nationale (Suriname)

1 Sujets importants

- Spécificités de genre liées à la gestion des ressources naturelles
- Analyse stratégique comparative entre les sexes et planification en développement des ressources
- Les femmes et la sécurité alimentaire durable

2 Spécialiste- invitée : D^{re} Cristina Tirado, conseillère en sécurité alimentaire, Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la Santé

Biographie

Depuis les 20 dernières années, D^{re} Cristina Tirado a travaillé sur le développement durable, la sécurité alimentaire, la santé, les changements climatiques et les questions d'égalité entre les sexes en collaboration avec l'OPS/OMS, la FAO, des organisations gouvernementales et non gouvernementales et des universités à l'échelle mondiale. Elle travaille présentement comme conseillère en sécurité alimentaire pour l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS/OMS) et elle est professeure auxiliaire à l'École de la santé publique de l'Université de Californie à Los Angeles. D^{re} Cristina Tirado est modératrice du Groupe de travail sur les changements climatiques et la nutrition qui fait partie du Comité permanent sur la nutrition des Nations Unies; elle est également auteure collaboratrice du dernier rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et intervenante en faveur de la santé à la Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Elle a élaboré un programme de direction à l'intention des femmes en vue d'améliorer leurs capacités d'aborder les défis que les changements climatiques posent sur la sécurité alimentaire et la santé à l'échelle communautaire et mondiale. Elle est docteure en médecine vétérinaire et elle détient une maîtrise et un doctorat en sciences environnementales de l'Université Cornell. Elle a rédigé de nombreuses publications en matière de recherche et de politiques et de nombreux livres.

Stratégies d'amélioration de la direction des femmes en vue d'aborder la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le contexte des changements climatiques

La partie suivante est le sommaire d'un article d'un spécialiste-invité. Pour lire l'article en entier, veuillez visiter le site www.parlAmericas.org.

Les femmes agissent à titre d'agentes pour le changement et le développement social, et ce, grâce à leur rôle unique dans la famille et les soins à l'enfance, le travail agricole, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la santé et la réduction de risques de catastrophe. La promotion de leur engagement et de leur direction est essentielle pour aborder les changements climatiques de façon équitable, saine et durable. L'intégration de l'autonomisation des femmes, de même que de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la santé dans des stratégies d'adaptation,



est impérative pour assurer le bien-être des communautés dans un contexte de changements climatiques.

La sécurité alimentaire et nutritionnelle, la santé, l'égalité entre les sexes, les changements climatiques et la détérioration de l'environnement, y compris la perte de biodiversité, sont liés étroitement entre eux. Les changements climatiques et la détérioration de l'environnement amoindrissent les capacités des citoyens de se sortir de la pauvreté et compromettent leur liberté de jouir pleinement des droits de la personne. Ces facteurs ont un impact direct sur la santé et la sécurité alimentaire et nutritionnelle de millions de personnes – particulièrement les femmes et leurs enfants.

Afin de promouvoir la participation des femmes dans les prises de décisions sur les changements climatiques, les gouvernements doivent appliquer l'intégration de l'égalité entre les sexes dans la gouvernance à l'échelle locale, régionale et nationale. La participation des femmes peut être accrue à différents niveaux et dans différents secteurs en encourageant l'inclusion des femmes dans les processus de planification, de prises de décisions, de mise en œuvre, de surveillance et d'évaluation liés aux mesures et initiatives sur les changements climatiques. Les gouvernements doivent appuyer l'élaboration de Plans nationaux pour l'égalité des sexes et pour lutter contre les effets des changements climatiques, et l'inclusion des femmes dans l'élaboration de Plans nationaux d'adaptation, de Plans d'action d'atténuation des conséquences des changements climatiques et de plans locaux connexes.

Afin que les stratégies d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques répondent aux besoins des communautés, elles doivent être élaborées de façon à ce que la voix des femmes se fasse entendre. L'égalité entre les sexes ne peut être présente que si l'on permet l'autonomisation des femmes démunies et marginalisées, et ce, pour qu'elles travaillent en collaboration avec tous les membres de la société en vue de créer un environnement plus sécuritaire et plus durable. En revanche, l'égalité entre les sexes profite à la société dans son ensemble et peut contribuer de façon considérable à l'élaboration de meilleures stratégies sur les changements climatiques qui tiennent compte de la nutrition et de la santé.

3 Conférencière : Guadalupe Valdez San Pedro, membre de la Chambre des députés, République dominicaine, et coordonnatrice régionale, Front parlementaire contre la faim en Amérique latine et les Caraïbes

Biographie

Guadalupe Valdez San Pedro a débuté sa carrière politique lorsqu'elle n'avait que 15 ans et qu'elle se joignait à l'organisation étudiante du Parti socialiste populaire en devenant membre de la sous-division des Jeunes socialistes du Parti. En 1984, elle se joignait au Parti de la libération dominicaine à titre de vice-secrétaire de l'organisation et jouait un rôle actif jusqu'en 1991. En 1992, elle a dirigé l'établissement de l'Alliance pour la démocratie (APD en espagnol), une organisation politique à laquelle elle appartient actuellement, faisant ainsi partie de sa Directive nationale. Ses activités politiques portaient principalement sur l'incorporation de méthodologies participatives et de l'éducation politique, de même que sur le développement local, la décentralisation et la gouvernance démocratique. Elle est actuellement membre de la Chambre nationale des députés de la République dominicaine (2010-2016) et coordonnatrice régionale du Front parlementaire contre la faim en Amérique latine et les Caraïbes. Guadalupe Valdez a obtenu avec distinction son baccalauréat en économie et elle détient une maîtrise



en enseignement supérieur de l'Université autonome de Saint-Domingue et une maîtrise en administration publique.

Engagement politique pour promouvoir les droits de la femme et la sécurité alimentaire

La partie suivante est le sommaire d'un article du conférencier. Pour lire l'article en entier, veuillez visiter le site www.parlAmericas.org.

Dans la lutte pour atteindre la sécurité alimentaire, les femmes sont des actrices fondamentales; puisqu'elles sont habituellement les principales productrices d'aliments, elles participent au marché du travail, et en plus, en raison de la distribution du pouvoir au sein du foyer et des rôles historiquement adjugés, elles sont inégalement responsables de l'état nutritionnel et du bien-être général de leur famille. Elles ne peuvent pas accomplir ces tâches avec succès si elles ne sont pas considérées comme des sujets de droit par leur société.

La question de l'équité en politique provient d'un problème plus vaste : l'équité dans la société, dans les familles mêmes, dans la culture en général, dans les attitudes. La faim n'existe pas seulement par carence d'aliments. Souvent, cette réalité est engendrée par le manque de revenus, l'insuffisance de formation adéquate pour choisir une alimentation saine et équilibrée, et surtout la distribution inéquitable des ressources.

Il ne faut pas perdre de vue que la plupart des ménages dirigés par des femmes se trouvent habituellement dans les couches les plus pauvres de la société à cause de leur accès précaire aux ressources et services productifs; ajoutons à cela l'énorme charge de travail non rémunéré, ce qui les empêche de consacrer plus de temps à leur formation et à des activités génératrices de revenus. Cette dimension de la pauvreté conduit à l'insécurité alimentaire. Il faut tenir compte de ces facteurs au moment de légiférer et de concevoir des politiques pour pouvoir une fois pour toutes briser le cercle vicieux de « faim-femme-pauvreté-exclusion ».

Les parlements de plusieurs pays d'Amérique latine ont des groupes parlementaires de femmes en formation, et ce, avec pour objectif de prendre en charge la cause des droits des femmes. Dans ce contexte, pour soutenir la démocratie et le développement de nos, il est très important de favoriser le programme de sécurité alimentaire et les droits de la femme.

4 Recommandations

Nous recommandons ce qui suit :

1. Réaffirmer notre engagement politique dans la lutte contre la faim et le droit à l'alimentation en favorisant de cadres normatifs qui fait la promotion des droits humains avec une attention particulière pour le rôle des femmes dans la lutte contre la faim et en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Promouvoir une approche inclusive, transversale et multisectorielle, dans les domaines tels que, la santé, l'éducation, le travail, l'environnement, le changement climatique et la sécurité sociale, pour en nommer que quelques-uns.
2. Promouvoir l'élaboration d'agendas législatifs et de contrôle sur les questions de droit à l'alimentation, de sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que l'élaboration de cadres normatifs sur l'alimentation scolaire, l'agriculture familiale paysanne, l'accès à la terre, le changement climatique, les médias et la publicité, l'enregistrement universel des naissances et les budgets sensibles au genre pour garantir les droits sexuels et reproductifs des femmes dans leurs dimensions politiques, sociales et culturelles.

- 
3. Encourager les gouvernements à investir dans la cueillette d'information et dans l'élaboration d'indicateurs pour permettre aux décideurs de politiques publiques de garantir les droits des femmes en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.
 4. Promouvoir les partenariats stratégiques entre le Groupe des femmes parlementaires de ParlAmericas et le Front parlementaire contre la faim en Amérique latine et dans les Caraïbes afin de promouvoir, dans l'agenda législatif des Amériques, l'inclusion des humains, avec une attention particulière pour les droits des femmes et le droit à l'alimentation.
 5. Encourager les accords nationaux entre les trois pouvoirs du Gouvernement en faveur de l'égalité de genre dans le but de promouvoir des systèmes judiciaires qui garantissent une administration de la justice sans discrimination contre les femmes, le plein exercice de leurs droits, la protection des droits des femmes et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.





Secrétariat international de ParlAmericas

500 – 165 Sparks St.
Ottawa, Ontario K1P 5B9
Canada

☎ : +1 613 594 5222

📠 : +1 613 594 4766

✉ info@parlamericas.org

www.parlamericas.org



Cet événement a reçu l'appui financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise des Affaires étrangères, Commerce et Développement (MAECD).



Affaires étrangères, Commerce
et Développement Canada

Foreign Affairs, Trade and
Development Canada